

Brochure n° 3170

Convention collective nationale
IDCC : 538. – MANUTENTION FERROVIAIRE
ET TRAVAUX CONNEXES

AVENANT DU 14 SEPTEMBRE 2017
À L'ACCORD DU 29 JUIN 2015 RELATIF À LA MISE EN PLACE
D'UN RÉGIME PROFESSIONNEL DE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1750937M
IDCC : 538

Entre
SAMERA

D'une part, et
FNPD CGT
FGT CFTC
FEETS FO
USPDA CGT
SUD rail

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

À l'issue d'une réunion de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation manutention ferroviaire (CPPNI-MF) composée des représentants des organisations représentatives au sein de la branche ;

Les signataires de l'accord collectif du 29 juin 2015 relatif à la mise en place d'un régime professionnel de frais de santé dans la branche manutention ferroviaire et travaux connexes par le présent avenant à cet accord ont entendu réviser notamment les dispositions du chapitre VI « Prestations et actions caractérisant un haut degré de solidarité » afin de tenir compte des précisions réglementaires intervenues dans ce domaine depuis la signature dudit accord et notamment du décret n° 2017-162 du 9 février 2017 relatif au financement et à la gestion de façon mutualisée des prestations mentionnées au paragraphe IV de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Article 1^{er}

Contexte et portée des modifications des dispositions de l'accord du 29 juin 2015 instituant un régime de frais de santé non cadres au sein de la branche manutention ferroviaire et travaux connexes

Soucieux d'organiser la solidarité au sein de la branche, les membres de la CPPNI-MF entendent rappeler qu'ils ont mis en place des prestations et actions caractérisant un haut degré de solidarité par la signature de l'accord du 29 juin 2015. Cet accord précise ainsi :

- à l'article 13 la nature des prestations relevant de la solidarité de branche et constitutive du « haut degré de solidarité » mis en œuvre dans le cadre de l'instauration du régime de branche complémentaire santé ;
- à l'article 14 le financement des actions et prestations constitutives de ce « haut degré de solidarité ».

Afin d'affirmer et de conforter cette solidarité au sein de la branche telle que la loi et le décret n° 2017-162 du 9 février 2017 relatif au financement et à la gestion de façon mutualisée des prestations mentionnées au paragraphe IV de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale les y invitent, les partenaires sociaux de la branche, entendent par le présent avenant, préciser les prestations mutualisées dans un fonds géré par un gestionnaire choisi par la CPPNI-MF et au financement duquel toutes les entreprises de la branche devront concourir.

À cette fin, pour la bonne articulation et mise en place de l'ensemble des dispositions concourant à l'objectif de solidarité, principe fondamental dont les partenaires sociaux de la branche affirment qu'elle est un but légitime lié à la mise en place du régime complémentaire santé, les signataires conviennent d'aménager le chapitre VI selon le plan suivant :

CHAPITRE VI

PRESTATIONS ET ACTIONS POURSUIVANT UN OBJECTIF DE SOLIDARITÉ

Article 13

Garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité

- Article 13.1. – Prise en charge de la cotisation de certains salariés ;
- Article 13.2. – Financement d'actions de prévention de santé publique ;
- Article 13.3. – Financement de prestations d'action sociale.

Article 14

Financement et gestion des garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité

- Article 14.1. – Financement des garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité ;
- Article 14.2. – Gestion de façon mutualisée des garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité.
 - Article 14.2.1. – Création d'un « fonds de solidarité manutention ferroviaire » ;
 - Article 14.2.2. – Définition des modalités de fonctionnement du fonds de solidarité de branche – Pilotage par la CPSP-CS MF – Choix du gestionnaire du fonds de solidarité de branche.

Les dispositions ainsi révisées du chapitre VI de l'accord du 29 juin 2015 sont détaillées et précisées à l'article 2 de l'avenant ci-dessous. Elles annulent et remplacent celles du chapitre VI « Prestations et actions caractérisant un haut degré de solidarité » de l'accord relatif à la mise en place d'un régime professionnel de frais de santé du 29 juin 2015.

Par ailleurs, l'article 3 du présent avenant porte également révision des dispositions de l'article 16 du chapitre VII « Contrôle et suivi du régime ».

Article 2

Révision des articles 13 et 14 du chapitre VI de l'accord du 29 juin 2015 qui devient chapitre VI « Prestations et actions poursuivant un objectif de solidarité »

Le chapitre VI « Prestations et actions caractérisant un haut degré de solidarité » est renommé comme suit : chapitre VI « Prestations et actions poursuivant un objectif de solidarité ».

Au sein de ce chapitre, les articles 13 et 14 sont annulés et remplacés comme suit :

« Article 13

Garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité

Le présent accord instaure un régime frais de santé obligatoire présentant un degré élevé de solidarité au sens de l'article L. 912-1 I et IV du code de la sécurité sociale et comprend à ce titre des prestations à caractère non directement contributifs, qui prennent la forme :

- d'une prise en charge de la cotisation de certains salariés ;
- des actions de prévention de santé publique ;
- des prestations d'action sociale.

Article 13.1

Prise en charge de la cotisation de certains salariés

Les parties signataires prévoient la prise en charge totale de la cotisation (part salariale comprise) de tout apprenti.

Article 13.2

Financement d'actions de prévention de santé publique

Les parties signataires prévoient :

- le financement (part salariale comprise) des actions de dépistage concernant les risques de santé visés à l'article 12.2 du présent accord ("dépistage des pathologies lourdes" à l'exclusion de la "prévention des risques santé" prévue à l'article 12.1).
- le financement d'actions de prévention et l'éducation à la santé, ou visant plus généralement à favoriser le bien-être physique et moral des bénéficiaires du régime complémentaire santé.

Article 13.3

Financement de prestations d'action sociale

Les parties signataires ont également entendu conférer un « degré élevé de solidarité » au régime complémentaire de branche en demandant que le régime de branche participe au financement d'un programme de prestations d'action sociale spécifiques au secteur :

- le programme de prestations d'action sociale comportant des types d'interventions adaptés aux besoins des salariés du secteur est défini par la commission paritaire de suivi et de pilotage complémentaire santé de la branche. »

Article 14

Financement et gestion des garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité

Article 14.1

Financement des garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité.

Les parties signataires décident que 2 % des cotisations finançant le régime santé de branche seront alloués au financement d'actions de prévention de santé publique et aux prestations d'action sociale. La prise en charge de la cotisation des apprentis prévue à l'article 13.1 est organisée dans le cadre de la mutualisation du régime de complémentaire santé de la branche.

La CPSP-CS manutention ferroviaire définit chaque année et à titre prévisionnel, dans le règlement du fonds de solidarité, la clé de répartition des ressources entre chacune des deux dernières garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité.

Article 14.2. – Gestion de façon mutualisée des garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité

Article 14.2.1

Création d'un "fonds de solidarité manutention ferroviaire" (FS-MF)

Conformément aux dispositions du 3° de l'article R. 912-3 du code de la sécurité sociale, les parties signataires décident qu'à compter de la date d'application du présent avenant un fonds nommé "fonds de solidarité manutention ferroviaire" (FS-MF), commun à l'ensemble des entreprises de la branche (y compris à celles n'ayant pas rejoint l'organisme assureur recommandé à l'annexe IV du présent accord) sera créé afin de financer les prestations mentionnées aux articles 13.2 et 13.3 ci-dessus et de percevoir les ressources mutualisées mentionnées à l'article 14 1 ci-dessus.

Article 14.2.2

Définition des modalités de fonctionnement du fonds de solidarité de branche Pilote par la CPSP-CS MF – Choix du gestionnaire du fonds de solidarité de branche.

Pilote des garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité

Les actions et les prestations prévues aux articles 13.2 et 13.3, ainsi que les règles de fonctionnement et d'attribution des prestations d'action sociale, sont déterminées par la CPSP-CS manutention ferroviaire. Elles sont précisées dans le règlement du fonds de solidarité.

Conformément aux dispositions de l'article R. 912-2 du code de la sécurité sociale, la CPSP-CS Manutention ferroviaire contrôle la mise en œuvre de ces orientations par les organismes auprès desquels les entreprises organisent la couverture de leurs salariés, qu'il s'agisse de l'organisme assureur recommandé défini à l'annexe IV de l'accord ou de tout autre organisme assureur.

Choix du gestionnaire du fonds de solidarité de branche

L'organisme gestionnaire du FSMF est désigné selon une procédure d'appel d'offres ad hoc définie par la CPPNI-MF telle qu'elle a été mise en œuvre en 2015 pour le choix de l'organisme gestionnaire des cotisations et des prestations du régime de complémentaire santé. Cette procédure sera mise en œuvre pour la prochaine fois en 2020 (au plus tard) ou à la date du nouvel examen du choix de l'organisme assureur.

Par exception à cette règle, pour la période allant de la date d'application du présent avenant à la date mentionnée au tiret ci-dessus, les parties signataires mandatent l'organisme assureur recommandé, CARCEPT Prévoyance, pour gérer le fonds de solidarité mutualisé de la manutention ferroviaire (FSMF) pour l'ensemble des entreprises de la branche, pour la même périodicité que sa recommandation pour la couverture du régime complémentaire santé.

Informations des entreprises de la branche concernant le fonds de solidarité de la manutention ferroviaire (FS-MF).

L'ensemble des informations concernant la création, le fonctionnement, le pilotage et les actions du fonds de solidarité manutention ferroviaire font l'objet d'une information des entreprises et des salariés de la branche selon les canaux suivants :

- par les partenaires sociaux de la branche selon les modalités que ceux-ci retiennent pour communiquer à leurs mandants ;
- par le SAMERA pour les entreprises adhérentes selon les modalités en vigueur au sein du syndicat ;
- par l'organisme gestionnaire retenu pour la gestion du fonds de solidarité qui met à disposition des entreprises de la branche un site internet dédié ;
- par le règlement du fonds de solidarité. »

Article 3

Révision de l'article 16 du chapitre VII « Contrôle et suivi du régime » de l'accord du 29 juin 2015

En conséquence de la création du fonds de solidarité de la manutention ferroviaire (FS-MF), les dispositions de l'article 16 – Missions de la commission paritaire de suivi et de pilotage sont ainsi révisées. Les dispositions ci-après annulent et remplacent les dispositions initialement en vigueur de l'article 16 :

« Article 16

Missions de la commission paritaire de suivi et de pilotage

La commission paritaire de suivi et de pilotage a pour objet de contrôler, de piloter et éventuellement faire évoluer le régime professionnel de frais de santé dans la branche Manutention ferroviaire et travaux connexes. Cette commission a notamment pour missions :

- d'étudier les comptes détaillés du régime fournis et présentés par l'organisme assureur recommandé et l'organisme gestionnaire, – de contrôler l'application du régime de frais de santé, de décider et gérer l'action sociale et les prestations et actions poursuivant l'objectif de solidarité du régime, et le pilotage du fonds de solidarité manutention ferroviaire (FS-MF) ;
- de délibérer sur les interprétations et litiges survenant dans l'application du régime ;
- d'émettre des propositions d'ajustement du régime et d'organiser les évolutions du régime. »

Article 4

Durée et date d'entrée en vigueur

Le présent avenant révisant l'accord du 29 juin 2015 est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 5

Champ d'application

Le présent avenant s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective manutention ferroviaire et travaux connexes.

Article 6

Dépôt et publicité

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt conformément aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail, par la partie la plus diligente.

Article 7

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 14 septembre 2017.

(Suivent les signatures.)